ARRETE n° 1965 CM du 23 septembre 2022 relatif à la représentativité des organisations patronales au niveau interprofessionnel en Polynésie française

NOR : TRA22202643AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du travail, des solidarités et de la formation, en charge de la condition féminine, de la famille et des personnes non autonomes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2011-15 du 4 mai 2011 modifiée relative à la codification du droit du travail et notamment les articles LP. 2221-13 et suivants du code du travail de la Polynésie française relatifs aux critères de représentativité des organisations patronales au niveau interprofessionnel ;

Vu le courrier adressé aux organisations interprofessionnelles, en date du 7 juillet 2022 ;

Vu les éléments de réponse transmis par les organisations patronales interprofessionnelles en date des 19 et 29 juillet 2022, reçus respectivement les 1er et 5 août 2022 ;

Vu les éléments complémentaires transmis par les organisations patronales interprofessionnelles en date des 8 et 16 août 2022 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 septembre 2022,

Arrête :

Article 1er.— Au regard des critères énoncés aux articles LP. 2221-15 et LP. 2221-16 du code du travail de la Polynésie française, sont reconnues représentatives au niveau interprofessionnel les organisations patronales de Polynésie française ci-après citées, pour une durée de 2 ans à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française :

- 1° Le MEDEF Polynésie française ;
- 2° La Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME).

Art. 2.— Le ministre du travail, des solidarités et de la formation, en charge de la condition féminine, de la famille et des personnes non autonomes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux organisations patronales précitées et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 septembre 2022.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du travail,
des solidarités et de la formation,*
Virginie BRUANT.

ARRETE n° 1968 CM du 26 septembre 2022 portant affectation des remblais cadastrés commune de Tureia, section A n° 449 et n° 460, au profit de la commune de Tureia et abrogation de l'arrêté n° 632 CM du 15 mai 2012 modifié

NOR : DAF22202345AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, du foncier, en charge du domaine et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23-2018 APF/SG du 18 mai 2018 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu les lettres de demande n° 8-2021 du 31 mars 2021 et 12 TT/Tureia du 27 mai 2022 de la commune de Tureia ;

Vu la convention n° HC 22-21 du 29 avril 2021 relative à des bâtiments publics pouvant servir d'abris de survie dans l'archipel des îles Tuamotu (Polynésie française) en cas de survenance d'un événement météorologique majeur ;

Vu la délibération du Conseil municipal n° 30-2021 du 31 août 2021 relative à l'étude préalable à l'extension de l'abri de survie n° 2 de Tureia ;

Vu l'avis favorable n° 9899 DEQ/BF du 8 novembre 2021 de la direction de l'équipement ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 septembre 2022,